

<b>Zeitschrift:</b>	Revue économique franco-suisse
<b>Herausgeber:</b>	Chambre de commerce suisse en France
<b>Band:</b>	17 (1937)
<b>Heft:</b>	10
<b>Artikel:</b>	Le journalisme et la publicité : conférence faite par M. Robert Vaucher
<b>Autor:</b>	Vaucher, Robert
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-889166">https://doi.org/10.5169/seals-889166</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 19.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# REVUE ÉCONOMIQUE FRANCO-SUISSE

Organe mensuel officiel  
de la

Chambre de Commerce suisse en France  
16, Avenue de l'Opéra

Décembre 1937

Paris-I<sup>er</sup> Dix-septième Année. — N° 10

Téléphone :  
Opéra 90-68  
Adresse télégraphique :  
Commersuis-Paris 111

La Revue économique franco-suisse fait suite  
au Bulletin mensuel de la Chambre de  
Commerce Suisse en France

Le numéro : 4 fr.  
Abonnement annuel : 30 fr.  
(argent français)  
Chèques postaux Paris 32-44

## SOMMAIRE

### PREMIERE PARTIE :

#### LE JOURNALISME ET LA PUBLICITÉ

Conférence faite par M. Robert Vaucher, ancien correspondant de guerre de l'*Illustration* et du *Petit Parisien*, Secrétaire général de l'Association Syndicale de la Presse étrangère à Paris, Vice-Podestat des Journalistes suisses à Paris, Administrateur de la Chambre de Commerce Suisse en France, devant les membres de cette dernière Compagnie, à l'occasion de leur Assemblée Générale Extraordinaire du 24 novembre 1937.....

Pages  
217

### DEUXIEME PARTIE :

#### DOCUMENTATION GÉNÉRALE

	Pages
Questions à l'ordre du jour (la nationalisation des Chemins de Fer Français, l'emprunt des Chemins de Fer Français en Suisse et les mesures de défense contre l'afflux des capitaux fugitifs en Suisse).....	227
Compte rendu de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Chambre de Commerce Suisse en France (24 novembre 1937).....	231
Chiffres, faits et nouvelles.....	232
Renseignements utiles à qui voyage.....	235

## PREMIÈRE PARTIE

# LE JOURNALISME ET LA PUBLICITÉ

CONFÉRENCE FAITE PAR M. ROBERT VAUCHER

ancien correspondant de guerre de l'« Illustration » et du « Petit Parisien », Secrétaire général de l'Association Syndicale de la Presse étrangère à Paris, Vice-Podestat des Journalistes suisses à Paris, Administrateur de la Chambre de Commerce Suisse en France, devant les membres de cette dernière Compagnie, à l'occasion de leur Assemblée Générale Extraordinaire du 24 novembre 1937.

Quand j'ai accepté l'aimable proposition du Conseil d'administration de la Chambre de Commerce Suisse en France de vous parler de la Presse, j'ai bien spécifié qu'il s'agissait d'une causerie et non d'une conférence : un journaliste écrit, il ne parle pas.

J'aurais eu trop peur de succéder ici aux brillants orateurs que vous avez entendus dans les précédents dîners de notre compagnie, et je n'ai nullement l'intention de vous donner, en quelques minutes, un exposé de ce qu'est la Presse moderne, sujet qui se traite en série de conférences dans une école de journalisme, où je n'ai d'ailleurs jamais pénétré, car j'estime que le journalisme ne s'apprend pas à l'école, mais dans une salle de rédaction, en reportages, à l'affût de nouvelles et dans le bruit des machines, à la mise en page d'un quotidien.

On est journaliste par toutes les fibres de son être. On aime ce métier qui est pourtant le plus tyrannique qui soit, car, dans la vie trépidante moderne, il ne vous laisse pas de repos, ou, alors, on n'a plus qu'à mettre en action la fameuse devise : « Le journalisme mène à tout, à condition d'en sortir ».

Je voudrais simplement, arrivé à l'âge où l'on peut, hélas! laisser parler ses souvenirs, vous faire pénétrer dans ce monde de la Presse, à vous qui êtes des hommes d'affaires, et chercher à vous montrer que bien souvent la Presse et les Affaires peuvent fort heureusement collaborer et ne s'excluent nullement.

Il y a quelques jours, un de nos collègues du Conseil d'administration, qui est un des hommes les plus spirituels de notre compagnie, — je ne dis pas cela parce qu'il est Neuchâtelois — m'a déclaré avec des yeux pétillants de malice :

« Il paraît que vous allez nous parler du journalisme et des affaires. Voilà un sujet! Vous allez pouvoir nous dévoiler bien des choses sur les fonds secrets. »

Je crains bien qu'il ne soit déçu ce soir. Je n'aurai pas de révélation sensationnelle à vous faire, surtout sur les fonds secrets suisses, mais j'essaierai de vous faire vivre un peu dans les coulisses de ce monde de la Presse que je fréquente depuis vingt-sept ans!

J'ai débuté dans la presse suisse comme correspondant en Turquie de la *Suisse Libérale* de Neuchâtel. J'envoyais alors à ce journal des

\*

« Lettres de Constantinople » qui m'étaient payées cinq francs et qui paraissaient sous la rubrique « de notre envoyé spécial ».

En sortant de l'Ecole Supérieure de Commerce de Neuchâtel, j'avais eu, à vingt ans, le courage d'aller à l'Ecole Nationale Grecque de Langues et de Commerce de Youksek Kaldirim, apprendre le commerce à des Grecs. Il fallait avoir vingt ans et toutes ses illusions pour se figurer qu'un Neuchâtelois arrivant dans une classe de soixante élèves, ayant parfois deux ou trois ans de plus que lui, dont certains parlaient très bien le français et d'autres n'en comprenaient pas un mot, allait apprendre à ces fils d'Ulysse, nés sous le signe de Mercure, comment il faut procéder pour faire d'heureuses affaires en suivant les règles de la loi de l'offre et de la demande.

C'était donc pendant mes loisirs que je fis mes premiers reportages. Ces loisirs, du reste, étaient nombreux parce que dans cette école les élèves avaient décidé de fêter par une journée de congés les fêtes grecques, naturellement, qui sont nombreuses, les fêtes turques, par respect pour ce qui était alors l'Empire Ottoman, les fêtes catholiques parce qu'ils avaient un Directeur parisien, qui était tout étonné de voir ses élèves découvrir si souvent des Saints dans le Calendrier français dont il n'avait jamais jusqu'alors soupçonné l'existence. Quant à moi, mes élèves étaient navrés de constater que le Calendrier protestant a trop peu de fêtes chômées, et trouvaient que c'était là une bien triste religion, mais ils m'avaient proposé, par contre, quand un événement important m'obligerait à aller assister comme journaliste à une cérémonie publique, de faire spontanément grève, de manière à me donner toute ma liberté. Cette entente tacite qui ne respectait peut-être pas les données des cours de pédagogie que j'avais suivis à l'Ecole Normale de la rue des Sablons, à Neuchâtel, eut pour moi le précieux avantage de pouvoir faire partie de l'Association de la Presse Etrangère qui avait son siège à Pétra, et de m'y retrouver chaque jour avec toute une cohorte de journalistes internationaux de premier ordre qui venaient discuter autour d'un apéritif les nouvelles de la journée — nous étions alors en 1910, la question balkanique était à l'ordre du jour — et s'entretenir des problèmes mondiaux en hommes ayant l'oreille des grands diplomates étrangers et des hommes d'Etat turcs qui furent toujours des maîtres en l'art de la diplomatie. C'est en les écoutant, en cherchant timidement, parfois, à donner aussi mon avis, écouté avec un sourire de condescendance par ces correspondants dont les dépêches emplissaient les colonnes des grands organes d'alors: la *Novoie Vrémia* à Saint-Pétersbourg, la *Neue Freie Presse* à Vienne, le *Lokal Anzeiger* à Berlin, le *Corriere della Serra* à Milan ou le *Temps* à Paris.

Ce fut là que j'appris les éléments du grand reportage et les véritables données de la politique étrangère européenne. Je pus assister à l'arrivée à Constantinople du Roi Ferdinand de Bulgarie, du Roi Pierre I<sup>er</sup> de Serbie, du Roi Ferdinand de Roumanie, et à la réorganisation de l'armée turque par Von der Goltz Pacha.

Mais le Gouvernement jeune turc ayant décidé de créer à Stamboul une Ecole de Commerce, me proposa d'en prendre la direction européenne, à côté d'un directeur turc. J'acceptai et rentrai en vacances en Suisse. Quelques semaines plus tard,

le Gouvernement était renversé et avec lui tout le projet d'Ecole de Commerce. ,

Je restai en Suisse et, après un an de professorat à Lausanne, je fus appelé à payer mes galons de caporal par une école de recrues où j'avais eu la chance de fonctionner comme sergent-major. Or, à la veille de la démobilisation, j'étais allé au lac mener ma compagnie au bain; j'avais retrouvé sur la grève, prenant un bain de soleil, le Rédacteur en Chef de la *Suisse Libérale*.

« Le professorat, lui dis-je, m'intéresse la première année, mais la seconde, s'il faut répéter les mêmes cours, ce sera bien ennuyeux. Comment faire en Suisse pour devenir journaliste professionnel, lui demandai-je? »

— Fais de l'agence télégraphique, me répondit-il, c'est la meilleure école. On apprend à connaître la valeur des dépêches, la place qu'elles ont le droit d'avoir dans un journal suivant leur importance, c'est un excellent apprentissage. Quand il y aura quelque chose de libre à l'Agence télégraphique suisse, je t'avertirai. »

Je rentrai au château de Colombier, avec mes hommes, et quelques heures plus tard un soldat m'apporta une dépêche. C'était un télégramme de Rome me proposant de venir en Italie comme rédacteur sténographe français à l'Agence Stéfani, voyage payé, un mois d'essai.

En rentrant à Neuchâtel, mon ami avait reçu un coup de téléphone de Berne de l'Agence télégraphique suisse, correspondante de l'Agence Stéfani, lui demandant un rédacteur sténographe, il avait donné mon adresse qui fut téléphonée à Rome. C'était la belle aventure, je lâchai le professorat. Huit jours après, je partais pour Rome, et le mois d'essai dura jusqu'à la guerre, au moment où la mobilisation générale me rappela à Neuchâtel.

Il est certain que l'Agence télégraphique est une école remarquable. On y apprend le journalisme le plus humble et le plus précis : celui de la nouvelle anonyme en trois lignes. Quand tous les mots comptent, que les tarifs télégraphiques et téléphoniques sont tels qu'au bout du mois les notes à payer prennent une ampleur inquiétante, le néophyte qui veut faire des phrases ou qui désire mettre une note personnelle dans les dépêches qu'il transmet, se voit bien vite remis au pas.

La presse de grande information veut des faits, elle demande à l'Agence télégraphique des nouvelles précises et non des commentaires. Ce sont les services de politique étrangère dans les rédactions qui se chargent d'habiller une dépêche au goût du journal et trop souvent, malheureusement, suivant la politique intérieure du quotidien auquel ils appartiennent.

Après quatre ans d'Agence télégraphique, on sait résumer une nouvelle et la décortiquer de tout ce qui n'est pas indispensable. Les bulletins des Agences télégraphiques sont pour de nombreux journaux le seul moyen de se renseigner rapidement sur les nouvelles mondiales.

Il y a, en effet, deux sortes de journalismes dont je voudrais vous parler :

Le journalisme de grande information qui est le monopole de quelques journaux riches, pouvant dépenser sans compter, lorsqu'il s'agit d'avoir la priorité d'un beau reportage, et le journalisme plus modeste qui consiste à faire paraître chaque jour un quotidien de quatre à six pages en dépen-

sant le moins possible, en acceptant des collaborations bénévoles et en se contentant souvent d'un seul ou de deux rédacteurs et d'un administrateur. C'est là, en Suisse, en particulier, où les journaux locaux à très faible tirage abondent, le journalisme le plus courant. J'ai pratiqué les deux formes de cet art d'accommoder les nouvelles au goût du public.

Avant de vous parler de la seconde, je voudrais tout d'abord faire une place spéciale dans cette causerie, au grand reportage. Je crois que c'est la forme la plus intéressante du journalisme moderne. L'envoyé spécial d'un grand quotidien parisien ou d'un grand hebdomadaire est un animal de luxe pour lequel les règles générales qui régissent les rédacteurs ordinaires ne compent pas. Il peut généralement dépenser ce qu'il veut. Ne citait-on pas, toujours au début de la guerre, dans le petit groupe des envoyés spéciaux, les notes de frais qu'un de nos camarades qui fut un des premiers grands reporters, envoyait de Mandchourie lors de la guerre russo-japonaise, à son journal, à Paris, après un combat qu'il avait suivi en première ligne : « Deux chevaux tués sous moi : huit mille francs ». L'envoyé spécial a tous les droits, à condition qu'il arrive bon premier et qu'il envoie de la copie intéressante.

Les chemineaux de la presse moderne constituent une petite confrérie assez fermée. En mars 1915, au début de l'expédition des Dardanelles, sur un petit navire grec de cabotage qui voguait dans la tempête, vers l'île de Ténédos, quelques journalistes en costume de sport devisaient. Il y avait là deux Français, deux Italiens, un Anglais, un Américain et un Suisse, correspondants de guerre des grands quotidiens de Paris, Londres ou Rome, qui cherchaient à tromper leur angoisse et à faire contre mauvaise fortune bon cœur. La tempête était telle qu'ils étaient à chaque instant projetés les uns contre les autres. Le capitaine, vers minuit, était descendu dans la pièce commune sur laquelle donnaient les cabines et qui servait tout à la fois de salle à manger, salon ou fumoir. Il venait de nous annoncer que le gouvernail ne fonctionnait plus, que le bateau allait à la dérive et qu'il ne savait pas si nous reverrions l'aube. Il n'y avait plus à boire à bord qu'un affreux vin grec résiné qui laissait dans la bouche un terrible goût de térébenthine. Un de nos confrères italiens se lamentait :

« Si seulement j'avais encore, me disait-il, la fine champagne que j'ai versée, jeudi, avant d'embarquer, sur un paquet que j'envoyais en Italie ! J'envisagerais plus gaiement la rencontre d'une mine qui nous délivrerait du mal de mer.

— C'est un crime, déclara gravement l'Anglais, de perdre du cognac en pleine guerre !

— Oh ! répondit notre Romain, je ne l'ai pas perdu, du moins, je l'espère, le paquet contenait le manuscrit d'une comédie que j'envoyais à mon éditeur à Milan. Je voulais qu'il y ait de l'esprit au dehors comme au dedans, c'est pourquoi je l'ai arrosé de cognac afin que l'extérieur du paquet fut aussi capiteux que l'intérieur.

— Sacré métier que le nôtre, grogna un vieux Parisien, qui avait trente ans de journalisme et qui me paraissait, à moi, néophyte du grand reportage, une sorte de « Je sais tout » ambulant, digne d'inspirer tous les respects.

— C'est vrai, s'écria un reporter français, qui avait déjà parcouru vingt fois toutes les capitales d'Europe et qui connaissait par cœur tous les repères des comitadjis macédoniens, ce n'est pas toujours drôle. Je préférerais, ce soir, être avenue de l'Opéra ou sur les Grands Boulevards. On y mangerait et on y boirait mieux. Il y aurait moins de punaises que sur ce sale raffiot, et l'on serait certain de ne pas couler cette nuit. Mais néanmoins, tel qu'il est, je l'aime, ce métier de chemineau de la Presse. »

Et, dans cette nuit tragique, dont nous sortimes heureusement sains et saufs, tous ces confrères racontèrent, pour tuer le temps, les heures les plus captivantes de leur vie de grands reporters, et moi, qui en étais à mon premier voyage, j'écoutais avidement ces récits que personne n'écrira jamais, car quand ils écrivent, les vrais journalistes parlent de tout, sauf des heures difficiles qu'ils ont traversées pour que leur journal ait le premier la belle information, le récit d'une scène vécue ou l'interview sensationnelle.

J'ai songé, depuis, bien souvent, à cette soirée inoubliable qui fut mon initiation à ce monde restreint des envoyés spéciaux de la presse mondiale, dont les membres se retrouvent toujours à chaque événement marquant, à tous les tremblements de terre ou cataclysmes quelconques, aux mariages royaux comme aux chutes de dynasties, aux révolutions comme aux grands conciles internationaux, qui sont un jour à Rome pour la mort d'un Pape ou la nomination de son successeur, un autre jour à Chicago pour enquêter sur les bandits, ou à New-York pour recevoir un aviateur traversant l'Atlantique.

Depuis mon reportage aux Dardanelles, j'ai eu le temps de vivre beaucoup d'heures qu'il me serait agréable d'évoquer ce soir, si le temps ne pressait pas.

Ce fut tout d'abord en Italie, pour *l'Illustration*, la « Joconde » retrouvée, et identifiée dans la Salle des Gemmes de cette merveilleuse Galerie degli Uffici, les photos prises en hâte à Florence et publiées à Paris avant que les reporters venus de France n'aient eu le temps de quitter l'Italie.

En 1916, c'est, accompagné d'une escouade de Sénégalais, qu'un vieux commandant de l'armée d'Afrique m'avait donnée aux frontières de l'Albanie, « la chasse à l'homme » dans un village de l'Épire où la population accourrait prier l'envoyé spécial du grand journal parisien de rechercher et de juger un villageois qui venait d'assassiner un de ses voisins, la vainqueur poursuite dans les forêts albanaises, puis la condamnation de la famille de l'assassin, avec toutes les formes voulues, en Conseil de guerre, à... offrir un grand dîner à mon escorte et de laisser mes Sénégalais faire une razzia dans le poulailleur. Ensuite, la surprise sur les sentiers abrupts de cette région désolée, d'entendre tout à coup les cris effrayés d'une poule qui venait de s'enfuir de la capote d'un des Sénégalais.

Quelques jours après, alors que l'on avait déjà parcouru d'innombrables vallées presque désertes, de s'entendre demander, par un de ces braves noirs, en entrant dans un village : « Dis, ici y en a bon, y en a assassin » Et la désillusion quand je répondis : « Non, pas d'assassin, pas de poules ». Et la région des comitadjis grecs dépassée, mon escorte renvoyée, qui fut hélas massacrée par une

patrouille d'avant-postes autrichiens, ce fut deux jours de chevauchée folle, grâce aux chevaux des chasseurs d'Afrique, dans les plaines de Macédoine pour arriver à Koritza, capitale éphémère de la République de Koritza (dont la seule manifestation souveraine fut l'émission de timbres-poste qui n'eurent pas le temps d'être reconnus par l'Union postale universelle et sur lesquels un aigle skipétare, maigre et efflanqué, comme le pays qu'il représentait, étendait vainement ses ailes décharnées). Une heure après notre arrivée, commençait l'attaque qui devait permettre la jonction des troupes françaises et italiennes à mi-chemin entre Argyrocastro et Koritza. On ne parlait pas, alors, de l'axe Rome-Berlin.

Ce sont ensuite les journées lumineuses d'Athènes en juin 1917, alors que Constantin détrôné, le grand Crétois Vénizélos débarquait au Pirée, venant reconstituer l'unité hellénique, les soirées radieuses sur l'Acropole, occupée par les détachements d'infanterie française, dont les clairons se répondaient des colonnes du Parthénon aux collines de Philopappos.

Puis, tandis qu'au quartier général italien, je suivais les opérations sur les bords de la Piave, le bolchevisme s'installe en Russie. Il faut y aller pour voir sur place ce que peut avoir de bon la doctrine que Lénine vient d'importer par wagon plombé. A Paris, en janvier 1918, le pessimisme régnait au quai d'Orsay quant à la Russie. Il me souvient de l'exclamation de M. Philippe Berthelot à qui le rédacteur en chef de l'*Illustration* annonçait que j'allais partir pour ce journal, à Pétrougrad : « Pourquoi voulez-vous le faire tuer si jeune ? » Et le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères prenait sur sa table une liasse de dépêches qui signalaient toutes des retours de Russie.

Je ne risquais pas de trouver la voie encombrée ! J'arrivai par le Cap Nord et l'Océan Glacial Arctique à Alexandrowsk, comme inspecteur général du chemin de fer de la Côte Mourmane, titre pompeux qui m'avait été décerné par le délégué des Soviets à Stockholm, à la fin d'un bon dîner, copieusement arrosé, et qui allait me permettre de pouvoir circuler librement en Russie, alors que pour tout voyage il fallait une série d'autorisations données parcimonieusement.

A Moscou, Trotski, malgré les recommandations d'anciens proscrits sibériens, dont j'étais abondamment pourvu, ne voulut pas recevoir le correspondant d'un journal qu'il qualifia « d'archibourgeois ».

Six mois plus tard, condamné à mort par Kharakan et Tchitchérine, qui déclaraient à M. Odier, ministre de Suisse, que s'ils m'attrapaien tils me traiteraient comme un journaliste représentant l'impérialisme franco-anglais, la Tchéka vint, durant treize nuits, perquisitionner chez moi, sans me trouver, car je ne rentrais que le matin, par le premier tramway.

Cette période du début du communisme fut particulièrement intéressante. La Suisse y joua le rôle de protectrice d'une grande puissance, en l'occurrence : l'Italie.

Après le départ des ambassadeurs de France, d'Angleterre et d'Italie, ce furent les ministres de Norvège, de Danemark et de Suisse qui furent chargés de la protection des nationaux de ces grands Etats. Le ministre de Suisse, M. Odier, dont l'attitude fut admirable et qui montra un

courage civique digne de tout éloge, se surmena pour arriver, dans cette période tragique, à sauvegarder les droits et les personnes des Suisses et des Italiens.

C'était le moment où l'on était terriblement rationné et je me souviens d'un déjeuner où j'avais été convié par M. de Scavinus, ministre du Danemark à Pétrougrad, qui me dit, en me présentant les hors-d'œuvre : « Voilà du beurre comme vous n'en avez pas mangé depuis longtemps. » Je goûtais ce beurre et lui déclarai qu'il était excellent, mais qu'à la Coopérative suisse, j'en avais acheté le matin même du semblable. Il se récria et me demanda depuis quand nous avions du beurre à la Coopérative. Je lui répondis : « Depuis hier ».

« Oh ! s'écria-t-il, je comprends. C'est le beurre que l'on m'a volé et qu'on est allé vous vendre. »

Nous avions, en effet, une Coopérative suisse à la Légation, qui était admirablement organisée.

La Légation était toujours gardée par une garde suisse composée d'une dizaine d'hommes. J'ai dans mon livret de service, sur la page où est indiqué le service accompli, une ligne que nous ne sommes qu'une trentaine à posséder en Suisse : « Service actif à la Légation de Suisse à Pétrougrad : dix-huit jours ». Une fois par semaine, nous prenions le service pour vingt-quatre heures. Nous avions une salle d'armes toute hérissée de fusils qui était contiguë aux pièces où se trouvait la coopérative. Quand les matelots de Kronsstadt venaient nous vendre des vivres, nous les faisions toujours traverser la salle d'armes afin de leur éviter l'envie d'envoyer le lendemain, comme le fait était courant, un groupe de leurs camarades, voler ce qu'eux avaient vendu la veille.

Il y eut des heures dont je me souviendrai longtemps. Celle-ci, en particulier :

J'étais allé passer quelques jours à Isnaïa Poliana, dans la propriété de Tolstoï, où habitait encore la comtesse Tolstoï, qui passait ses journées à chercher dans les papiers de famille les pensées et les morceaux restés inédits du grand écrivain. Dans la maison si modeste et si hospitalière, de celui qui quitta une vie de luxe pour être plus près du peuple et pour mieux le comprendre, j'avais rencontré plusieurs des filles et des gendres de Tolstoï qui, malgré leurs sentiments affectueux pour les paysans habitant sur leurs terres, avaient été complètement dépouillés de leurs biens. Le récit des atrocités commises par les moujiks m'avait semblé quelque peu exagéré. Je voulus me rendre compte moi-même de l'état réel des propriétés les plus voisines de Isnaïa Poliana où eurent lieu les jacqueries d'octobre 1917. Après avoir visité l'ancien domaine de la princesse Ourouzzoff, à Lapotkhovo, dont le château fut pillé et incendié et toutes les terres partagées entre les paysans qui ne respectèrent même pas les églises et les sépultures, tant était grande leur soif de pillage, je venais de parcourir la propriété Dvanovitch, à Karawechavo. Accompagné de mon interprète, sentant l'atmosphère hostile dans ce village où les paysans se demandaient si nous étions des émissaires des propriétaires chargés de venir préparer leur retour, j'étais remonté en voiture et avais ordonné au cocher de reprendre la route de Isnaïa Poliana. Mais soudain, à un détour du chemin, une quinzaine de moujiks nous arrêtent. Les uns prennent

la bride des chevaux, les autres nous tombent dessus en vociférant et hurlant. L'attaque est si soudaine qu'ils ont déjà leurs mains posées sur mon épaule avant que j'aie eu le temps de saisir mon revolver.

Je crie : « A bas les pattes ! » Cette langue étrangère les étonne. Un geste brusque et je retrouve ma liberté. Que faire. Je sors mon portefeuille à tout hasard. Hélas ! ce matin, j'ai écouté la comtesse Tolstoï me conseillant de laisser mon argent à Iasnaiia Poliana, car elle craignait que je ne fusse dévalisé. Je n'ai que quelques malheureux kériensky de quarante roubles. A la vue des billets, mes agresseurs sont devenus plus tranquilles. Une vingtaine de paires d'yeux brillants de convoitise, fixés sur mon portefeuille, épient tous mes mouvements. Les têtes sales et pouilleuses des moujiks s'avancent et je sens leur haleine chaude m'arriver en pleine figure en bouffées puantes. Je n'ai que cinq ou six billets, et ils sont au moins quinze. Je risque d'être lynché par ceux qui n'auront rien. Il faut trouver un autre moyen de les apaiser. La minute est plus agréable, certes, à raconter qu'à vivre ! Je referme tranquillement, froidement, la partie de mon portefeuille contenant les billets, puis j'ouvre celle où se trouvent mes cartes de visite. En regardant les moujiks dans le blanc des yeux, je leur dis d'un ton catégorique : « Tovarich ! » (Camarade !) en leur tendant ma carte de visite. Les uns après les autres s'approchent. Ceux qui tiennent les chevaux les lâchent pour venir prendre les petits cartons blancs.

Immédiatement, les discussions s'engagent. Mon interprète, qui n'est pas du tout rassuré, me dit que l'on se demande ce que vaut cette nouvelle monnaie. « C'est de l'argent français ! » dit l'un. On en fait tant maintenant, que personne ne s'y reconnaît plus, et il n'y a aucun doute que celle d'un étranger soit aussi précieuse que les autres.

La distribution est terminée. Je crie au cocher, qui ne se le fait pas dire deux fois, de partir au galop, et, en quelques minutes, nous sommes à une bonne distance des paysans qui continuent à palabrer sans savoir ce que je viens de leur distribuer.

Le cocher rit de bon cœur quand il apprit ce que valaient ces petits papiers blancs, aux lettres inconnues, et qui l'avaient intrigué, lui aussi. Il en voudrait bien un comme souvenir, se félicitant, par surcroît, de n'avoir pas perdu ses chevaux dans l'aventure.

Mais, un beau soir, dans un restaurant suisse de Pétrograd, c'est l'arrestation de tous les clients, ainsi que de la direction, de l'orchestre, des cuisiniers et même des marmitons. Emmené dans un commissariat installé dans l'hôtel particulier de l'ancien ministre de la Guerre Soukomlinoff, je suis traduit devant le Tribunal révolutionnaire.

Dans mon portefeuille, on trouve un certain nombre de notes prises, heureusement, en sténographie. Cela m'a permis de bénir, une fois de plus la sténo Aimé Paris apprise à l'Ecole de Commerce de Neuchâtel. J'avais là toute une série de renseignements fort intéressants que m'avait donnés, la veille, à Moscou, le général Lavergne, Chef de la Mission Militaire française, sur le point de rentrer en France.

On trouve également dans mes papiers, une autorisation de photographier signée de Zinoviev, Chef de la Commune de Pétrograd. Un des cama-

rades assis autour de la table ornée de deux mitrailleuses, qui constituait le centre du Tribunal Révolutionnaire déclare : « C'est peut-être un faux ». J'avais été averti, quelques jours auparavant, par M. Odier, que l'atmosphère à Pétrograd n'était plus très saine pour moi. Je compris le danger et je pris l'appareil téléphonique qui était sur la table et le tendis au garde rouge en disant : « Téléphone à Zinoviev et demande lui si ce n'est pas sa signature ». Devant la sûreté avec laquelle je parlais, les autres camarades déclarèrent : « Oh ! C'est inutile ». Je reposai alors l'appareil avec un soupir de soulagement, car si la signature était bien de Zinoviev, il ne s'était, certes, jamais douté de me l'avoir donnée. J'avais, en effet, remis un bakchich à l'un de ses secrétaires qui était d'un communisme très tiède et qui avait placé habilement mon autorisation au milieu d'autres pièces à signer et Zinoviev avait signé sans lire.

Après avoir été envoyé aux travaux forcés comme « bourgeois » pour décharger des bateaux de bois, je réussis à m'échapper comme courrier diplomatique suisse et à emporter une de ces valises diplomatiques qui, durant la guerre, transportaient tant de choses qui n'avaient que de bien vagues rapports avec la diplomatie.

La Grande Guerre terminée, les correspondants de guerre attachés au Grand Quartier Général, que régissait le règlement établi pour eux par le maréchal Foch avec un sens merveilleux des nécessités de leur métier (il y avait en particulier un petit article déclarant : « les correspondants de guerre ne doivent pas le salut » qui nous fut fort précieux et nous permit, quand nous étions mal reçus par certains généraux bougons, de rester tranquillement les mains dans les poches et de leur répondre, quand ils nous demandaient si l'on ne nous avait pas appris le salut : « Mon général, vous ignorez le règlement ! ») les correspondants de guerre, dis-je, durent revenir à la vie civile.

Détaché en Pologne avec l'armée du général Haller, j'ai assisté à toute la constitution du nouvel Etat polonais et à l'occupation par les troupes polonaises de la Poméranie et des côtes sur la Baltique.

Un jour, rentrant à Paris, après l'occupation de Kiev par les troupes du maréchal Pilsudski et celles de l'hetman Petloura, je fus accueilli par cette exclamation de mon rédacteur en chef : « Encore en uniforme. Vous ne voulez donc pas que la guerre finisse ! »

Ce fut alors pour les envoyés spéciaux la période des conférences diplomatiques internationales. Celle de Gênes en 1922 groupait 800 journalistes, envoyés de tous les coins du monde, pour assister à cette vaste confrontation du communisme et des vieux Etats bourgeois. Là, j'eus le plaisir d'être accueilli à la délégation soviétique par Kharakan, qui me demanda comment j'allais. Je lui répondis : « Je vais bien, mais ce n'est pas de votre faute ! » A la fin du déjeuner très cordial avec Tchitchérine et celui qui fut plus tard le dictateur rouge en Asie, les deux diplomates de l'U.R.S.S. m'exprimèrent leurs regrets d'avoir peut-être été un peu violents à mon égard. Je les rassurai en leur déclarant que j'avais bien l'impression par tout ce que j'avais fait comme travail anticomuniste, soit en Russie, soit ailleurs, d'avoir mérité cette condamnation.

Il existe encore des gens qui ont l'illusion de croire qu'on empêchera un journaliste sachant son métier d'apprendre ce qui se passe. Je me souviens, à ce propos, de la Conférence de la Haye, en 1922, où la délégation française était présidée par cet homme charmant, si fin et si spirituel qu'est M. Hervé Alphand, actuellement ambassadeur de France à Berne. Les Hollandais avaient admirablement préparé la salle de travail des envoyés spéciaux, installé de multiples cabines téléphoniques, un service télégraphique parfait, et, surtout, soit au Palais de la Paix, soit dans le petit château pittoresque au centre de la ville, où devait se tenir les réunions de commissions, ils avaient mis tous leurs soins à meubler deux bars dirigés par des barman revenant des Indes Néerlandaises qui avaient toute une gamme de recettes de cocktails étonnantes et l'ordre de nous en servir aux frais de l'Etat, autant que nous en voulions, mais, par contre, interdiction d'entrer dans la salle des Conférences et de suivre, même les assemblées plénières. Devant la ferme volonté des Hollandais d'exclure la Presse il fallut trouver un moyen d'information. Tous les envoyés spéciaux français, anglais, allemands ou italiens décidèrent que celui qui réussirait à forcer le barrage lors de la séance d'ouverture renseignerait ses confrères. Chacun fit son plan d'action.

Notre confrère S... loua une Hispano magnifique avec chauffeur en livrée, se mit en redingote et haut-de-forme et, avec ses moustaches blanches, sa rosette à la boutonnière, il espérait faire figure de diplomate. Mais arrivé au portail du Palais de la Paix, il eut beau répondre froidement aux agents : « Délégation Française » et faire signe qu'il avait sa carte dans sa poche, les policiers qui avaient reçu des ordres très stricts, arrêtèrent la voiture, examinèrent le portefeuille de S... et n'y trouvant pas la carte servant de « Séisme, ouvre-toi », le refoulèrent dédaigneusement. D'autres tentatives ne furent pas plus heureuses. Soudain, un confrère britannique me dit : « Essayons de faire le tour des murs du parc et voyons s'il n'y a pas une issue ». Nous partimes et bientôt, nous fûmes en face d'une petite porte donnant sur l'endroit le plus désert du grand parc ombragé. Celle-ci céda à un coup d'épaule de mon confrère, nous étions dans la place et regardions de loin les policiers occupés à barrer la route à nos confrères. En trois bonds, nous fûmes au Palais de la Paix et bientôt dans la Salle des Séances, où tous les délégués discutaient avant d'aller occuper les places qui leur étaient réservées. La première personne que je vis, en pénétrant dans la salle, fut M. Charles Benoist, alors ministre de France aux Pays-Bas, chez qui j'avais diné la veille et qui m'avait avoué ses efforts impuissants pour faire admettre les journalistes. Il s'écria : « Comment, vous, ici. Je crains bien que vous ne puissiez y rester. » — » Nous allons bien voir », lui répondis-je.

Un instant plus tard, le jonkheer Van Karnebek ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas vint, en effet, me demander de sortir, déclarant qu'il ne pouvait ouvrir la Conférence, tant que des journalistes seraient dans la salle. Je lui répondis : « Monsieur le ministre, vous faites votre devoir et moi aussi. Mon Journal m'a envoyé suivre la Conférence. J'y suis, j'y reste et je ne sortirai que par la force des baïonnettes. » Parler des baïonnettes au Palais de la Paix. Quel scandale! Après

de longues négociations, nous trouvâmes un *modus vivendi*. Tout se termina par une invitation à prendre le thé avec les délégués à la sortie de la séance et nous pûmes, par la suite, être renseignés très exactement, mais l'alerte avait été chaude.

On a souvent dit que la grande presse était inféodée aux puissances d'argent ou à de vagues groupements aussi anonymes que redoutables. Je dois vous avouer qu'en plus de vingt ans de grands reportages pour la presse parisienne, je n'ai jamais vu mes articles modifiés dans un sens quelconque; jamais mes dépêches n'ont été arrangées. Jamais je n'ai reçu d'instructions catégoriques m'obligeant à traiter tel sujet sous un angle spécial. Je me rappelle en particulier les instructions qui me furent données au moment où j'allais quitter Paris pour aller interviewer Mustafa Kémal en Anatolie : « Bon voyage et rappelez-vous que vous ne devez rien à personne. Si on vous embête, embêtez-les, occupez-vous uniquement des intérêts français, sans vous croire obligé de faire plaisir à nos diplomates. »

J'étais parti pour quinze jours. J'y restai six mois et quand je fus rappelé à Paris, pendant la Conférence de Lausanne par M. Poincaré, celui-ci, dont j'avais critiqué la politique turcophile à outrance, me déclara : « Vaucher, vous aviez raison. C'est moi qui ai été mal renseigné. »

Je pourrais vous citer de nombreux autres cas où les journaux auxquels j'ai collaboré laissèrent leur envoyé spécial complètement libre d'écrire ce qu'il jugeait être la vérité et dans le sens qu'il croyait préférable aux intérêts généraux du pays.

Ce métier d'envoyé spécial permet de voir de près les grands de ce monde, qu'il s'agisse de la politique, de la diplomatie ou même des chefs d'Etat. Que de gens intéressants l'envoyé spécial d'un grand quotidien parisien peut rencontrer dans l'intimité, c'est-à-dire en dehors de tout protocole.

En fréquentant les chefs de gouvernements ou de missions diplomatiques, on rencontre bien des bassesses, bien des mesquineries et l'on est parfois écoeuré de la platitude de certains politiciens avides d'être cités dans vos articles ou d'obtenir quelques lignes louangeuses, mais aussi que d'hommes vraiment dignes de ce nom j'ai connu sur les routes du monde. C'est, en Egypte, Saad Zagloul Pacha, le grand leader national qui était d'une grandeur d'âme et d'une bonté dont je me souviendrai toujours; c'était, en Pologne, le maréchal Pilsudski, cet homme à la poigne de fer qui réussit à imposer une discipline à une infinité de partis qui s'entredéchiraient alors que la constitution de la Pologne nouvelle exigeait l'union de tous; c'était notre ancien confrère du *Popolo d'Italia*, Benito Mussolini, caporal de bersaglier que j'allai rejoindre à Pal Grande, à plus de 2.000 mètres d'altitude et qui était alors très fier de pouvoir dans cette montagne solitaire m'offrir des caramels, malheureusement ils étaient si durs que je me cassai une dent à les croquer. Mussolini ne songeait pas alors qu'il serait un jour dictateur de cette Italie, dont il défendait les frontières en avant-postes devant les alpenjaeger de François-Joseph, avec un groupe d'une dizaine d'hommes.

Un envoyé spécial apprend que beaucoup de choses bonnes un jour, ne le sont plus le lendemain. A Brousse, en 1922, quand je fus reçu par

Mustapha Kemal Pacha, celui-ci me déclara : « Ne sortez pas le soir en chapeau, car vous serez le seul en ville à n'avoir pas de fez. On pourrait vous prendre pour un Arménien et vous risqueriez de vous faire écharper. » Deux ans plus tard, c'étaient les malheureux Turcs qui étaient passibles de la peine de mort s'ils portaient un fez.

Plus l'on apprend à connaître les meneurs de peuple, plus on remarque que les véritables grands hommes sont modestes et simples. En 1923, je fis avec le maréchal Foch un voyage de trois semaines en Pologne et en Tchécoslovaquie. Ce fut une randonnée triomphale au milieu de foules enthousiastes, qui acclamaient à toutes les stations, jour et nuit, de ville en ville, le vainqueur de la grande guerre. Il y avait eu quelques petites divergences entre le maréchal Foch et le maréchal Pilsudski. Un soir, comme je demandais au premier ses impressions d'une visite au Bélyéder, résidence du chef de l'Etat polonais, Foch me dit : « Nous n'avons pas toujours été d'accord, Pilsudski voulait me persuader que les grands hommes de guerre sont toujours des gens du Nord. J'ai essayé de le convaincre, mais je n'y parvins pas. Pour finir, je lui dis : « Dans le fond vous avez raison, maréchal, Napoléon était du nord » de la Corse. »

Au retour, pendant un arrêt en gare d'Innsbruck, Foch, descendu de wagon, faisait les cent pas sur le quai; soudain, il m'appela d'un geste et me déclara : « Vaucher, vous allez me dire ce que vous pensez sans boniments. Voilà trois semaines que nous voyageons, nous avons eu chaque jour des banquets. J'ai prononcé des tas de discours, on m'a fait parler de tous côtés sans que je sois toujours au courant de la situation locale, vous qui connaissez bien le pays : dites-moi si j'ai fait beaucoup de gaffes. » Je pus, en toute franchise, déclarer au maréchal qu'il n'en avait fait aucune. En effet, jamais je n'ai entendu sortir de sa bouche un jugement erroné, il eut partout le mot exact, la phrase heureuse répondant aux désirs de la ville dont il était l'hôte.

Je conserve précieusement la dernière interview qu'il me donna. Je venais de racheter la revue *Armée-Marine* et la revue *Colonia*, pour les faire paraître sous le nom de *Armée-Marine-Colonies*. J'avais constitué un comité d'honneur, dont le maréchal Foch accepta la présidence et je lui demandai, pour le premier numéro, une interview sur l'armée française. C'était, en 1926, époque dont parlait le général Gouraud dans son ordre du jour d'adieu aux troupes de Paris, il y a quelques jours, où l'armée française semblait assoupie. Le maréchal me dicta une interview impubliable qui commençai ainsi : « L'armée française n'existe plus. Où va-t-on ? Personne n'en sait rien et j'ajoute : personne ne s'en préoccupe. Nous avons des ministres de la Guerre et de la Marine qui passent leur temps à se remplacer les uns les autres. » Et cela continuait sur ce ton durant trois pages. En sortant du petit bureau des Invalides où travaillait le maréchal, je dis à son officier d'ordonnance : « Je ne sais pas ce qu'a le patron aujourd'hui (nous l'appelions tous « le patron » dans son entourage), mais je ne peux pas publier dans une revue militaire qui reparaît une déclaration comme celle-là. Je vais traduire mon sténogramme et je vous apporterai l'article pour que vous le lui soumettiez. » Le lendemain, le maréchal m'appela. « On ne peut pas publier ça »,

me dit-il. — « C'est bien ce que je pense », lui répondis-je. — « Alors, pourquoi l'avez-vous écrit ? »

« Monsieur le maréchal, parce que vous me l'avez dicté. Voulez-vous que nous le revoyons ensemble. » Nous nous mêmes au travail. Foch refit des phrases, corrigea d'un coup de crayon certains mots. Arrivé à sa déclaration de la veille : « Où va-t-on, personne n'en sait rien », Foch me dit : « N'écrivez jamais cela, vous trouverez toujours un imbécile qui vous dira qu'il le sait. Mettons : « Peu de personnes le savent. »

Mais après avoir parlé du grand journalisme, laissez-moi vous dire ce qu'est le petit. Ce journalisme où le rédacteur, souvent unique du quotidien, arrivé le matin et s'asseyant à son bureau peut se dire avec une certaine volupté (c'est la seule que lui permette son traitement plus que modique) : « Si j'avais la flemme, le journal ne paraîtrait pas et il y aurait bien des gens empoisonnés de n'avoir pas de nouvelles. »

J'ai fait à Varsovie le *Journal de Pologne*, à peu près dans ces conditions. En 1919, on avait désiré avoir un journal français dans la capitale polonaise pour renseigner les officiers et sous-officiers français incorporés dans l'armée polonaise naissante, ainsi que pour le corps diplomatique et toutes les colonies étrangères ne parlant pas le polonais. Il fallait, avec un budget de misère, remplir les quatre pages d'un bout à l'autre. Quand le courrier de Paris, qui nous apportait les articles de divers collaborateurs n'arrivait pas, c'était une catastrophe. Il me souvient d'une tempête de neige qui, unie à la mauvaise volonté allemande, empêcha le train de Paris d'arriver durant trois jours à Varsovie. Le premier jour, on employa tous les articles qui étaient sur le marbre. Le second, on racla les fonds de tiroirs. Le troisième, il fallut improviser toutes les rubriques. J'écrivis ce jour-là ma première chronique de mode parisienne que je signai « Blanche de Chantilly », qui eut tant de succès que je reçus plusieurs lettres d'amour de lecteurs qui me pressaient d'accepter, tout au moins de prendre le thé avec eux.

Pour parer à toute éventualité, j'avais créé une rubrique que je recommande à mes confrères, qui s'appelait « Correspondance de l'Au-Delà », dans laquelle un médium qui était vraiment étonnant écrivait régulièrement des articles relatifs à des entretiens qu'il avait en état d'hypnose avec de grands disparus. J'eus ainsi une collaboration remarquable. Un jour, c'était Napoléon, le lendemain Molière, puis Voltaire et surtout Chateaubriand, qui parlaient et disaient dans le style qui leur est propre des choses fort sensées, très utiles comme bouche-trous.

Faire un bon journal, quand on a de l'argent, c'est déjà difficile, mais quand on n'en a pas, cela devient du grand sport. Or, pour une infinité de petits journaux, ce qui compte d'abord, c'est l'imprimerie, puis le papier, et enfin s'il reste quelques sous, la rédaction. On ne saura jamais quel tour de force font certains journalistes qui ne sont connus que d'un tout petit cercle pour arriver à mettre chaque jour sur pied un journal capable de refléter la politique mondiale et de ne pas oublier les faits divers de la localité, l'accident de M. le Maire, le vol d'une bicyclette, l'élection d'un conseiller communal ou la disparition du chien du docteur. C'est à ces obscurs travailleurs de la Presse qui forment un des gros contin-

gents de l'Association de la Presse suisse, que je voudrais envoyer une pensée affectueuse. Ils sont fiers de leur métier et ils mettent à le remplir une conscience à nulle autre pareille.

Quand on parle du journalisme et des Affaires, on voit tout de suite se profiler à l'horizon, les sombres silhouettes de certains publicistes dont les noms reviennent dans les grands procès et qui n'ont de journalistes que le nom, passant leur vie à toucher des enveloppes à droite ou à gauche.

Les fonds secrets ont-ils vraiment pu modifier la ligne de conduite des grands journaux? Je ne le crois pas. Ils peuvent avoir parfois influencé la presse dans un cas particulier, mais c'est tout, et je connais bien des journaux pour lesquels il faudrait des millions et des millions pour les faire changer d'orientation politique. Un journal en lui-même est une affaire. Il est donc indispensable, pour qu'il puisse être indépendant, que l'affaire soit viable.

A l'heure actuelle, il est certain que le prix du papier qui a monté dans des proportions considérables depuis un an est le point crucial de la Presse. On ne se rend pas assez compte, dans le grand public que pour un grand quotidien, qui est en somme une usine transformant 40 à 100 tonnes de papier par jour (15.000 à 40.000 tonnes par an), 1.200 personnes sont souvent employées, dont 10 pour cent seulement ont le titre de journalistes, les 90 autres pour cent sont des ouvriers spécialisés : typographes, linotypes, rotativistes, électriciens ou des employés administratifs : des comptables, des voyageurs, etc... Une rotative moderne peut débiter 500.000 exemplaires à l'heure. Il s'agit ensuite d'une armée de camelots distributeurs pour répandre dans le public ces amoncellements de papier.

Un journal, avec des frais généraux aussi élevés est obligé de compter pour vivre sur son budget de publicité, et en ce moment, je songe que si vous m'avez fait l'honneur de m'appeler au Conseil d'Administration de la Chambre de Commerce, ce fût au titre de publicitaire et non pas de journaliste. J'estime que l'un n'exclut pas l'autre et je crois le plus en plus qu'il est aussi passionnant de diriger une campagne de publicité que de faire un grand reportage. Pour les deux, il faut tout à la fois des qualités de hardiesse et de prudence.

Autant la publicité peut coûter cher et ne rien rapporter, si elle est mal faite, autant elle est rentable au centuple si elle est menée suivant un plan rationnel dans des journaux lus par la clientèle qu'il s'agit de toucher. Rien n'est plus délicat que la publicité dans la Presse, mais rien également ne permet plus de faire monter en flèche les résultats d'une organisation de vente, s'il s'agit d'un produit s'adaptant à la fois aux conditions économiques et aux besoins des lecteurs du journal.

On a trop pris l'habitude, dans certains milieux — je dis cela surtout pour la Presse suisse —, de considérer qu'un journal doit être très flatté de recevoir les communiqués d'innombrables sociétés, des fêtes de gymnastique, des soirées familiaires, des représentations d'amateurs, mais on ne songe pas que le journal qui, généralement fait bon accueil à ces communiqués, aurait bien besoin de les voir accompagnés d'une annonce payante. En Suisse, la Presse, jusqu'ici, a cherché à éviter la publicité dans le texte, ou tout au

moins, à la différencier des articles purement rédactionnels. Je dois vous avouer que je ne comprends pas très bien ces scrupules.

Que le journal prenne, par le moyen de l'Office de contrôle de la publicité, des mesures contre les annonceurs malhonnêtes, qu'il s'interdise certaines annonces qui sont de pures escroqueries, c'est parfait. Mais pourquoi est-ce qu'une note sur une matière première (je parle ici spécialement du coton, puisque j'ai eu l'occasion de diriger les campagnes de propagande du Coton Jumel égyptien) devrait être suspectée, si elle fait partie d'une campagne de propagande? Je crois, au contraire qu'il est intéressant de pouvoir attirer par des articles rédactionnels l'attention sur un produit ou une invention à condition qu'ils intéressent la majorité des lecteurs et non seulement des personnalités d'élite. Le grand public doit pouvoir suivre dans son journal préféré les progrès faits dans le domaine économique par les grandes firmes qui peuvent présenter des nouveautés intéressant chacun.

Pourquoi faudrait-il reléguer la publicité uniquement dans les placards d'annonces. Il y a tant de choses qui sont intéressantes et dont on peut parler au public pour l'inciter à en faire l'acquisition sans être obligé de réduire cela à une publicité tapageuse.

Quoique en France les grands quotidiens aient déjà accepté de la publicité rédactionnelle, il y a là, je crois, encore beaucoup à faire pour arriver à ce que le journal devienne le collaborateur constant de l'industriel et du commerçant.

Les quelques campagnes de notoriété qui ont été faites intelligemment, ont toujours donné des résultats intéressants dans la grande presse, que ce soit pour les riz d'Indochine, les oranges de Palestine, la bière, le café, le sucre, le rhum des colonies françaises, les soieries naturelles ou la rayonne.

Il y a là toute une première éducation du public qui se fait par la grande presse, mieux que par tout autre médium de publicité.

On reproche à la publicité de coûter cher. Mais se rend-on compte de ce que coûte l'établissement d'un journal? Prix du papier, transport de ce papier jusqu'aux lecteurs? Ce que ne peut pas faire une circulaire ou un prospectus, le journal a des chances de le réussir. Il a l'audience du public qui a besoin de son journal et qui ne peut se passer des nouvelles qu'il y trouve. Si la publicité qui prend place aux côtés de ces nouvelles est habile et vérifiée, le lecteur sera tout prêt à se laisser convaincre. Il n'aura pas l'impression de prendre contact avec un indiscret, mais bien avec un ami auquel il tient.

Bien souvent, en publicité comme en bien d'autres choses, la publicité chère n'est pas celle qui coûte le plus, mais celle qui produit le moins. Il importe de choisir le jour où paraîtra l'annonce ou le communiqué (car, je ne sais pourquoi, il y a des jours plus favorables que d'autres au point de vue rendement publicitaire) et également de sélectionner de très près les organes employés. A ce sujet, la presse réserve bien des surprises. Tel qui croyait par une annonce dans un quotidien à grand tirage voir affluer les demandes est tout étonné de s'apercevoir qu'un journal infiniment meilleur marché comme tarif de publicité et ayant une clientèle de lecteurs beaucoup plus restreinte, donne des résultats bien supérieurs.

Si un produit a une valeur intrinsèque, il doit arriver à s'imposer par une campagne étudiée uniquement dans des organes ayant eux aussi une véritable valeur. Sinon, ce sera le départ dans la nuit et la catastrophe arrivera rapidement, car rien n'est plus cher que la mauvaise publicité.

Il est nécessaire, dans toute affaire disposant d'un budget qui veut tenter une prospection, de faire tout d'abord un sondage afin d'étudier ces impondérables et de ne dresser qu'ensuite le plan d'une campagne de presse générale à gros budget, coïncidant, il ne faut pas l'oublier, avec une campagne de vente organisée spécialement à l'intention de cette publicité.

La loi du moindre effort est toujours dangereuse en publicité. Il est étonnant de voir de grandes firmes établir une fois pour toutes leur budget de publicité et leur plan d'exécution, au début de l'année, comme s'il était possible de prévoir d'avance tout ce qui se passerait durant cette année. Une campagne de publicité doit être surveillée au jour le jour, sinon, vous risquez des mécomptes.

N'avez-vous pas souri, parfois, en lisant des annonces qui étaient déjà surpassées par les faits? Faire paraître au moment des grandes chaînes des annonces pour des manteaux de fourrure, quelle hérésie!

Il est impossible de faire un plan régulier d'inscriptions, mais ce plan doit être toujours facilement modifiable. Un plan immuable vous évitera, certes, des dérangements, mais vous risquerez d'avoir un certain nombre d'annonces qui paraîtront dans des jours où la publicité ne rendra pas. En cas d'événements graves à l'étranger, le public s'intéresse aux dépêches, il est préoccupé par ce qu'il vient de lire, il redoute un cataclysme et n'est nullement dans un état d'esprit réceptif pour les annonces qui suivront en dernière page. Le lecteur, un jour de crise ministérielle, ne songe qu'à savoir ce qu'il adviendra du lendemain et votre annonce a bien des chances de rester imprécise. Il faut que celui qui dirige une campagne de publicité soit constamment aux aguets, qu'il donne aux journaux ordres et contre-ordres de manière à ne laisser paraître que des textes complètement au point, modifiés suivant les circonstances et paraissant pendant des périodes d'accalmie et non durant des jours de crise.

Rectifier donc sans cesse vos textes, adaptez-les à l'état d'esprit de vos lecteurs et vous pourrez être alors certains de toucher juste.

Le principe qui veut qu'en temps de crise le premier budget que l'on réduise, soit le budget de la publicité, est complètement ridicule.

Je connais des Maisons qui répondent aux courtiers venus les solliciter pour une publicité : « Quand les affaires iront mieux, nous ferons quelque chose, mais pour le moment, il faut attendre. » Puis quand les affaires vont mieux, et que le malheureux courtier va les revoir, les mêmes directeurs lui disent d'un air suffisant : « Maintenant, nous avons des commandes, plus besoin de publicité. » Et ensuite, ces commerçants, dignes d'un autre siècle, qui semblent n'avoir pas compris que les méthodes qui étaient bonnes il y a cinquante ans, ou même trente, ne le sont plus aujourd'hui, sont tout étonnés de voir une maison jeune venir tout-à-coup s'emparer du marché parce qu'elle a fait une publicité ration-

nelle au moment opportun et qu'elle a continué son effort.

Rien n'est plus mauvais que de procéder dans la presse par une publicité de soubresauts. Il faut habituer le public, et si celui-ci met parfois du temps pour suivre un annonceur, il met généralement beaucoup moins de temps à l'oublier et alors, tout est à recommencer.

Certains hebdomadaires vous donneront un rendement immédiat, dans d'autres — et je cite à ce propos l'organe de la Cité Vaticane —, l'annonce mettra six ou sept mois avant de donner un résultat probant, mais ensuite, c'est un démarrage magnifique.

Dans la publicité presse comme dans la guerre, la victoire est à celui qui tient le dernier quart d'heure.

Il est certain que la presse moderne sera plus ou moins indépendante suivant qu'elle aura à sa disposition une publicité commerciale ou industrielle abondante ou non.

Bien rares sont les organes qui tiennent à aliéner leur indépendance par l'acceptation de subventions occultes, car de plus en plus, le journalisme a besoin d'avoir les coudées franches, et qu'on le veuille ou non, les caisses des grands trusts ou les enveloppes ministérielles dont M. Tardieu a si bien expliqué récemment le maniement, sont gênantes à certains moments.

Il est un fait qu'en Suisse la Presse est plus farouchement indépendante que dans bien des pays européens. Il suffit d'avoir assisté à certaines assemblées générales de l'Association de la Presse suisse ces dernières années pour voir avec quelle véhémence les journalistes de Suisse allemande comme de Suisse française s'élevèrent contre toutes mesures d'étatisation ou toute main-mise de grands groupements financiers sur les journaux de la Confédération.

Durant les séances du Jury de la Presse à l'Exposition Internationale de Paris 1937, j'ai eu l'occasion de me rendre compte combien unanimement tous les représentants de la presse française et étrangère s'élevaient contre les house-organs, qui sont les publications éditées spécialement par telle ou telle maison de commerce ou telle industrie, sous un nom quelconque.

Il est certain que si les grandes firmes se mettent à vouloir chercher à avoir chacune leur organe particulier, fait généralement à coups de ciseaux et de pots de colle, en pillant à droite et à gauche, le danger sera grand pour la presse quotidienne ou les grands hebdomadaires. Quand nous fûmes arrivés, lors de l'examen des stands internationaux, devant un certain nombre de journaux édités par une grande firme de chaussures étrangère, nous fûmes heureux de voir le représentant de la Presse de ce pays nous déclarer : « Ceux-ci ne sont pas des nôtres, ce sont de faux frères, faites-en ce que vous voudrez. » Je ne sais même pas si nous leur avons donné une médaille de bronze!

Si l'on veut que la Presse puisse remplir vraiment dignement son rôle national, il est nécessaire qu'entre elle et le monde des affaires, il n'y ait pas de parasites. Le journal doit pouvoir compter sur le rendement d'une publicité commerciale saine pour équilibrer ses frais généraux. C'est le seul moyen d'avoir de bons journaux et tout le monde y trouvera son avantage.

Robert VAUCHER.